

LE MILITANT

MARS 65

Centre de Liaison et de Regroupement Socialistes

POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE EN MILIEU OUVRIER

AU SUD-VIETNAM ...

SEUL LE PREMIER CRIME COMPTE

Jusqu'en 1964, les U.S.A. tentèrent de faire croire qu'ils aidaient le gouvernement légal. Aujourd'hui, chose grave pour un mensonge, il est devenu ridicule. Pas un seul vietnamien ne peut décentement dire, qu'il est pour le gouvernement de Saïgon. A la question posée, un vietnamien répondra "Quel gouvernement ? Celui d'hier ? de ce soir ? ou de demain matin ?".

Les cliques se succèdent sans qu'un seul citoyen ait voix au chapitre.

Les U.S.A. n'ont plus d'alliés, ils n'ont que des clients, et relativement peu, si l'on tient compte des dépenses colossales de l'Oncle Sam. Un américain a pu écrire qu'avec les dépenses militaires il était sans doute possible de donner une jolie petite maisonnette à chacun des habitants du sud-vietnam.

L'armée de Saïgon fond. Et la chronique relate régulièrement "Dix morts, cent disparus" ... et disparus bien sûr avec les carabines, les mitrailleuses et les mortiers USA".

Devant une telle situation, les dignitaires américains rangent leur bible et leur "démocratie" en poche, et exposent objectivement le problème.

Ou bien se replier mais jusqu'où ? Beaucoup plus loin finalement que le monde ne l'imagine.

Ou bien attaquer mais jusqu'où ? Là aussi le chemin est long.

- Sans Hanoï, pas de maquis aux portes de Saïgon
- Sans Chine, pas de Nord-Vietnam
- Sans U.R.S.S., pas de Chine
- Sans Commune de Paris, pas de révolution d'Octobre.
- Sans 1789, pas de Commune.

S O M M A I R E

page 2 - Les ouvriers peuvent
 3 et 4 - Comment lutter contre la planification capitaliste
 5 - Les élections municipales
 6, 7, 8 - Echos
 9, 10 - A propos de la presse féminine
 11, 12 - Agriculture et Politique
 13, 14 - La situation à l'O.R.T.F.
 15, 16 - Situation du Mouvement ouvrier

--:--:--:--

~~~~~

Et, le grand Washington, n'eut-il pas quelques responsabilités dans la révolution française ?

Cette plongée dans le passé n'est pas de pure fantaisie. Une offensive du capitalisme américain exigera de sa part une lutte constante contre les plus petits droits démocratiques des peuples.

Les bombes atomiques ne sauraient suffire. Il faudra OCCUPER, et pour cela, il faudra une armée fascisée et un peuple américain mis en condition.

Nous n'en sommes pas encore là, mais en dernier ressort, il n'y a pas de mur infranchissable, pas de statu quo éternel, pas de coexistence pacifique.

Le diplomate qui envoie des avions bombardier le nord-vietnam est le frère jumeau du flic qui assomme les petits enfants noirs à la sortie de l'école.

Quant aux libéraux qui tentent de concilier dans leur tête, les droits de l'homme aux U.S.A. et le napalm au sud-vietnam, ils vivent dans une contradiction qui se dénouera dans un sens fasciste tant qu'ils seront les champions de la propriété privée des moyens de production

N'avons nous pas connu un certain LA-COSTE, député S.F.I.O. de la Dordogne qui se transforma, par une certaine logique, en protecteur de tortionnaires.

Encore une fois, les métamorphoses ne se font pas en un clin d'oeil, mais nous serions stupides de ne pas comprendre les cheminement possibles des événements. Nous serions moralement désarmés si nous nous représentions la situation comme nous la présentent certains : comme la lutte aux U.S.A. entre des "forces mauvaises" et un président qui ... que ...

Ce qui arrête le bras des impérialistes c'est la vue d'un panorama très inquiétant: Guerre civile en plusieurs points de l'Amérique latine ; guerre civile larvée en plusieurs points de l'Inde ; noirs très hostiles au sein même des U.S.A. Manifestations hostiles en Europe et pas seulement à l'Est.

Nous pouvons procurer aux impérialistes d'autres sujets supplémentaires de méditation Non pas des appels à la moralité du docteur JEYKILL qui sommeillerait dans la tête du Mr HYDE de la Maison Blanche, mais: l'assurance que l'impérialisme trouvera jusqu'en Europe Occidentale, les fameux chausse-trappes que les partisans installent dans les rizières du sud-vietnam.

André CALVES.-

LA MONTAGNE ACCOUCHA D'UN PETIT CHIEN

A l'occasion des fêtes de l'Armée soviétique, le Maréchal MALINOVSKY a adressé quelques mises en garde aux U.S.A.

"L'ennemi, c'est un petit chien qui aboie au passage de l'éléphant"

"Le camp socialiste dispose de moyens suffisants pour que la guerre nucléaire soit la dernière pour l'impérialisme qui y trouverait son tombeau".

"Le Monde 24-2-65"

Quant on pense à tout ce que Moscou a déversé sur MAO TSE TOUNG pour avoir parlé de "l'Impérialisme, tigre en papier" et pour avoir dit que cet impérialisme trouverait son tombeau dans une guerre mondiale on reste rêveur ..

.../

Certes, un petit chien est plus fort qu'un tigre en papier, mais tout de même On pouvait voir quelque chose de symbolique dans le tigre en papier, tout comme dans l'expression "colosse au pied d'argile" qu'employa LENINE. Mais, dans "petit chien" :....

"LES OUVRIERS PEUVENT"

Mr. HEREIL, directeur de SIMCA, annonce à la presse

"les ouvriers peuvent se constituer l'été une "banque d'heures" non payées qui leur seront rendues l'hiver en congés.

L'usine pourrait ainsi fermer quelque temps en hiver sans préjudice pour les salariés"

On ne sait vraiment pas, par quel bout , il faut prendre ce poème.

1°) Ce sont les pauvres qui font l'avance. Pas question que ce soit le riche qui donne les congés qui seraient rendus plus tard.

2°) Les ouvriers pourraient aussi travailler la nuit par exemple pour constituer une "banque d'heures" qui servirait à payer leur enterrement.

3°) On voit venir le moment où les gens qui auraient refusé de trimer 12 ou 13 heures l'été se retrouveraient en chômage l'hiver ... car l'usine fermera.

"Les ouvriers peuvent" Le comble de l'habilité n'est-il pas d'employer le mot "pouvoir" pour caractériser le servage ?

Le MILITANT ne vit que par ses abonnements, nous te rappelons que le montant est de

pour 1 an ..... 5 francs  
- Abonnement de soutien 10 francs

André CALVES, 82, Bld. du Port Royal  
PARIS 5°

C.C.P. : ~~1568~~ 100568 PARIS

# COMMENT LUTTER

contre

## la planification capitaliste

La "planification" ou programmation capitaliste est un instrument utilisé par les classes dirigeantes pour faire face aux déséquilibres économiques inévitables en régime capitaliste. Pour elle l'élément directeur, le critère d'intervention principal, c'est le maintien ou le développement du profit ; la satisfaction des besoins, le niveau de l'emploi n'entrent en ligne de compte qu'autant qu'ils influent sur le niveau du profit et sur le niveau de l'activité économique générale.

Les socialistes ne peuvent donc se contenter de contester tel ou tel aspect partiel de cette programmation ; c'est tout son mécanisme, c'est l'ensemble de son fonctionnement qui doivent être mis en question. Mais comment cela est-il possible ?

La simple condamnation abstraite au nom des principes eux-mêmes abstraits de la planification socialiste ne peut suffire. Dès maintenant, et dans la vie concrète, la programmation capitaliste, par son efficacité, agit contre les travailleurs naturellement. Il faut donc lui opposer des mots d'ordre et des objectifs concrets, susceptibles de mobiliser les travailleurs, ET SUSCEPTIBLES PAR LEUR REALISATION DE METTRE EN CRISE LE SYSTEME tout en ouvrant la perspective de la planification socialiste. Ces mots d'ordre ne peuvent être pour l'essentiel des objectifs chiffrés de production plus ou moins arbitraires et dont le pouvoir de conviction n'est pas évident. Ils doivent être surtout des mots d'ordre qui concernent les structures, c'est-à-dire les organes et les institutions de la programmation, leur mode de fonctionnement. Un point d'attaque central peut être par exemple la revendication d'un contrôle des travailleurs (organisés en une assemblée exerçant un véritable contre-pouvoir) sur les décisions économiques essentielles (répartition du revenu national entre consommation et investissement, répartition qualitative des investissements), mais il est nécessaire avant tout de revendiquer les moyens effectifs de contrôle de l'économie pour les organismes représentatifs des travailleurs (comités d'entreprise, comités syndicaux, fédérations de comités), chaque fois que les dirigeants capitalistes de l'économie essayent de faire partager aux travailleurs la responsabilité des décisions prises par les grands monopoles et par l'Etat. Ces revendications de contrôle accompagnées de revendications de réformes de structure anti-capitalistes (mise sous contrôle des travailleurs des secteurs décisifs de l'économie) peuvent alors constituer la préfiguration d'un modèle différent d'organisation de la vie sociale.

## L'ETINCELLE LEUR PIQUE LES YEUX

Un de nos camarades a pris l'initiative de lancer "L'Etincelle" du 8ème arrondissement. Il a accompli cette action méritoire pour répondre, entre autres, au torchon gaulliste "Votre 8ème" qui n'hésitait pas à écrire, à propos des récentes grèves de l'EDF-GDF :

"Il est mort un grand nombre de vieux l'autre jour quand ces Messieurs Dames l'un coeur léger leur ont retiré le moyen d'exister".

Or donc, dans le numéro de janvier de l'Etincelle du 8ème, il y avait l'information suivante :

"Samedi 9 janvier, deux amis sortent du Square du Roule ; une mitraille leur interdit d'avancer. Que se passe-t-il ? C'est DE GAULLE qui rentrait par le Faubourg, revenant de sa visite au Métro-Express et au C.N.I.F. Nous vivons tout de même une drôle d'époque ! Habituellement, le 16 juin, sur le même parcours, les policiers ne fouillent que les sacs...

En dernière heure, notre camarade nous apprend que des inspecteurs de police "intrigués" par cet écho... sont venus interroger sa concierge.

Sous le règne de De Gaulle, s'il y a toujours des kidnappings à Pigalle et ailleurs, la liberté, elle, ne risque pas de s'égarer. Elle est bien surveillée.

## CONTRE L'ARMEMENT ATOMIQUE

Nos camarades militent dans le groupe Vernon-Gaillon du MCAA. Ils publient une excellente feuille ronéotypée. Dans le numéro de février 1965, il y a un compte-rendu du meeting tenu à la Mutualité contre l'armement atomique.

Voici un passage du discours de Jean Rostand :

"Voyez-vous, un grand pays, pour moi, ce n'est pas un pays qui détient une force de frappe. (...) C'est un Pays qui fait ce qu'il doit pour ses vieillards, pour ses enfants. C'est un Pays qui a des hôpitaux décents, les logements pour tous, des écoles spacieuses, des professeurs en nombre suffisant, des laboratoires correctement outillés. (...) Un Pays qui ne compte pas sur la charité publique ni sur l'aide d'hebdomadaires féminins pour améliorer ses services de cardiologie. C'est un pays qui ouvre toutes grandes les portes de ses facultés à tous ceux qui sont capables d'y accéder."

## DE QUI EST CE TEXTE ?

"Une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de tous les fonctionnaires au niveau des "salaires d'ouvriers". C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'Etat en tant que "pouvoir spécial" destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le pouvoir spécial de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans..." (L'Etat et la Révolution).

Ce texte est de Lénine. C'est un document indispensable pour tous ceux qui veulent oeuvrer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

# LES ELECTIONS MUNICIPALES ET LES LUTTES

D'un côté du "front de classes", le pouvoir gaulliste progresse patiemment et avec acharnement, selon une stratégie bien élaborée, profitant de toutes les faiblesses de ses adversaires, avançant à chaque temps mort, consolidant le terrain acquis quand s'esquisse une réaction de défense. Ainsi, sur le terrain municipal, les libertés communales ont été rognées au long des dernières années, les "mairies de gauche" se voyant de plus en plus paralysées par les diverses centralisations, préfectorale, régionale et ministérielles. La loi municipale sur les villes de plus de 30.000 habitants, interdisant les regroupements au second tour, constitue une autre étape de cette offensive. Obligé aux coalitions, De Gaulle l'a jetée comme une pomme de discorde au milieu des rangs de son opposition. Le discredit du centre bourgeois force les polarisations : autour de l'UNR et autour du PCF. De Gaulle joue hardiment de la méfiance que quarante ans de stalinisme ont accumulé à l'encontre du Parti communiste, et de la corruption profonde d'une SFIO à jamais incapable de revenir à une politique ouvrière même réformiste.

De l'autre côté du "front de classes", sur le front ouvrier, c'est donc toujours la confusion, la mesquinerie boutiquière, le recul devant les perspectives socialistes. Cependant, obligés par l'adversaire gaulliste, un front commun électoral s'est constitué tant bien que mal. Ce front est plein de trous.

La SFIO ne connaissant qu'un but : occuper le plus possible de fauteuils dans les conseils municipaux, s'allie avec n'importe qui, jusqu'aux plus réactionnaires Indépendants (mais Lacoste n'est-il toujours pas membre du PS ?), voire avec l'UNR dont, selon Mollet, la défaite est pourtant le seul fil conducteur socialiste.

Le PCF critique l'incinséquence de la SFIO, mais il applique la loi du plus fort -éliminant le plus possible le PSU- et affaiblissant ses déclarations unitaires en présentant des listes homogènes dans les communes de moins de 30.000 habitants.

Quant au PSU, chevalier de l'unité de la gauche (en y englobant les radicaux, ce qui prouve la confusion de sa direction quant aux frontières de classe), il n'a pas été exempt de marchandages sordides, et, quoi qu'à un moindre titre que la SFIO, il opposera en quelques endroits ses propres listes aux listes unitaires ou du seul PCF (Brive, Grenoble, Aix, etc...)

Tous ces accords sont dépourvus de programme, ou plus exactement se limitent au plus timide des programmes défensifs, alors que pour mobiliser les électeurs travailleurs il faudrait un programme hardi ouvrant la perspective socialiste et appuyé sur les revendications économiques posées par les deux grèves générales de ces derniers mois, c'est-à-dire : réduction du temps de travail, augmentation des salaires et contrôle ouvrier de la production. Le crétinisme légaliste insiste sur l'inadéquation de mots d'ordre généraux et d'élections municipales, mais pourtant personne ne nie le caractère hautement politique de ces élections, et d'autre part on ne voit pas non plus dans les programmes de front électoral, des mots d'ordre tels que ceux de comités de gestion des grands ensembles locatifs, de municipalisation de tous les terrains à bâtir, de décentralisation et de municipalisation de la police, etc...

Toutes ces limitations entraîneront probablement une large indifférence des milieux peu politisés à l'égard de ces élections. Cependant, les désigner serait une erreur.

D'abord, et surtout, parce que, même aussi étriqué et vide que soit le front unique réalisé, il est un premier pas, et qui manifeste autre chose que la simple réaction au défi gaulliste, l'obligation pour les bureaucraties ouvrières de ne pas entrer en opposition avec leur base, résolument unitaire. Ensuite parce que cette volonté est en puissance beaucoup plus forte que le sectarisme et les combines intéressées des dirigeants. Ce n'est pas qu'à Marseille que les militants de base socialistes rêvent du "front populaire" qui leur donna l'ivresse de la victoire. Ce n'est pas que parmi les universitaires qu'au PCF on se dit qu'il faudra "déstaliniser" pour de bon un jour et revenir au léninisme.

Un échec des listes "unitaires" aux élections municipales permettrait aux "bonzes" de recommencer à parler d'apathie et de dépolitisation des masses, et de taper sur la tête de ceux qui veulent se permettre de penser par eux-mêmes et de dire tout haut ce qu'ils pensent, de plus en plus, tout bas.

Un succès, au contraire, ne sera pas celui des bureaucrates entraînés malgré eux au front unique (surtout si les listes de collaboration de classes partagent la déroute qui attend celles des IVèmes républicards), ce sera celui des militants qui veulent "aller plus loin".

Les vieux partis sont vermoulus, mais, et surtout dans le PCF, des forces jeunes sont prêtes à secouer la poussière du passé. Un succès ouvrier aux élections municipales peut redonner de l'élan aux luttes revendicatives suspendues après le "temps pour rien" des 27 et 28 janvier. Ce sont ces raisons qui feront, ce mois-ci, voter "unité ouvrière".

M. Lequenne

## + ECHOS + INFORMATIONS

### METHODE COUE

A force de dire : je n'ai pas mal, je n'ai pas mal, je n'ai pas mal... on finit par y croire.

A force de dire : 1965, budget en équilibre, 1965, budget en équilibre... Giscard finit peut-être par y croire et il est bien le seul.

### ANARCHO SYNDICALISME

Les syndicats sont des organisations traîtres... Les directions trahissent... Les grands partis de gauche ne sont plus bons à rien... Il faut construire le parti ouvrier..... Tout cela nous donne comme résultat un Héber, anarcho syndicaliste notoirement connu qui soutient un André Morice (de la ligne Morice) qui se présente aux municipales. Ceci prouve qu'on ne remplace pas la politique révolutionnaire.

Les magnats de l'industrie aéronautique anglaise menacent de licencier 14.000 travailleurs... pour s'opposer à la politique du gouvernement travailliste dans ce domaine.

Moralité ? Un gouvernement de gauche sans contrôle ouvrier sur la production ne peut aller bien loin. Or Wilson mène la politique que veulent les magnats ou bien il tombe. Dans le premier cas il n'y a plus de gouvernement travailliste, dans le second non plus.

### QUI EST-IL ?

Un monsieur avec un uniforme poursuit pendant 4 heures des enfants noirs en les blessant avec un pic à boeuf.

Est-ce un adjoint d'Eichmann ?  
Est-ce un S.S. ?

Non. Tout simplement l'un des nombreux champions du monde libre : le sheriff de Selma.

UNE PROPOSITION

Le bulletin "Perspectives Syndicalistes" propose dans chacune de ses parutions la constitution d'un CONSEIL NATIONAL DU SALARIAT FRANCAIS, que l'on opposerait au CNPF, en tant qu'organisation unique de la classe ouvrière. Notons au passage qu'à l'ère du Marché Commun, le mot d'ordre de Conseil "NATIONAL" du Salarial "FRANCAIS" ne répond pas exactement aux nécessités d'une lutte coordonnée à l'échelle européenne. Toutefois l'idée est à creuser et il y a lieu de préciser le programme qui servirait de base à la constitution d'un tel organisme. De plus et contrairement aux promoteurs de ce mot d'ordre, nous ne pensons pas qu'il y ait une séparation très nette entre luttes revendicatives et luttes politiques ; c'est bien pourquoi nous pensons qu'une augmentation du pouvoir d'achat ne peut être accordée par l'Etat, sans l'avis du patronat et des magnats de l'industrie, sans une augmentation des prix ou des impôts. Et en conséquence, nous ne pensons pas que les syndicats puissent assurer une relève des partis de "gauche". Mais retenons tout de même cette proposition et voyons comment elle peut être accueillie par les travailleurs

UN CHEVAL... UNE ALOUETTE

Le gouvernement a inventé la notion de "Masse salariale". Il annonce qu'il va "augmenter la masse salariale dans tel secteur". Il s'agira, bien entendu, d'augmentation hiérarchisée. Etant donné que, dans ce régime, le coût de la vie augmente immédiatement, la fameuse "rallonge" sera donc, en fait, une diminution de pouvoir d'achat pour les petits salariés. On pourra vous clamer à la Télé : "La masse salariale a augmenté de 5 % dans telle branche de l'EDF", cela aura exactement le même sens que la phrase : "Les Français ont voyagé en avion deux fois plus cette année que l'année dernière".

SI VOUS N'ETES PAS ACTIFS AUJOURD'HUI VOUS SEREZ RADIO-ACTIFS DEMAIN.

HIROSHIMA MON AMOUR

"Les peuples américain et japonais se connaissent bien. Vos livres d'histoire vous diront que notre amitié n'est pas affaire récente. Et, bien sûr, elle ne s'est pas développée en ligne droite et sans accroc".

(Extrait du discours de G. Meany président de l'AFL-CIO au congrès du "syndicat libre" japonais) "accroc"... et au singulier encore. Le premier accroc coûta 100.000 morts.

DENOMINATEUR COMMUN ?

Plusieurs organisations ont établi que le coût de la vie s'est élevé de 4 % en un an. Certains émoluments ont augmenté de plus de 20 %. Certains traitements de 8 %. Beaucoup de salaires de 3 %. Et le journal officiel du 18 février assure aux vieux une allocation "d'aide sociale" de 1.000 F PAR AN... non cumulable s'il-vous-plaît. Devant ces chiffres si... divers, quel dénominateur commun pouvons-nous trouver ? La Marseillaise ?

"LE PREMIER QUI RIRA AURA UNE TAPETTE"

Bien des militants FO refusent tout accord avec la CFT... à cause de Moscou qui... que. Or nous lisons dans "Nouvelles du Mouvement syndical libre" de décembre 64 :

"Les organisations syndicales et le patronat des Etats-Unis se sont rendu compte depuis longtemps que leurs responsabilités et leurs intérêts communs s'étendent bien au-delà des salaires... Ils savent également qu'ils sont des associés qui, en collaboration sérieuse avec le gouvernement, contribuent à éta-

blir une meilleure société pour tous ses membres".

Loin de nous la pensée que tout militant FO considère que ses intérêts sont communs à ceux des exploités. Cependant, on peut dire sans calomnie que, selon l'AFL-CIO, le patronat et le gouvernement américain considèrent qu'ils ont un intérêt commun dans le développement de la C.I.S.L. Mais, alors, que fait là ce "L" ?

#### MENUE CONTRADICTION

Dans ce même bulletin, il est souhaité que le peuple cubain recouvre sa liberté. Recouvrer c'est bien retrouver.

Le tyran Batista... c'était donc la liberté ? Oui répond Forl. Oui répond l'AFL-CIO... qui explique dans son "programme législatif" pour 1965 :

"Le gouvernement, instrument du peuple, doit utiliser les pouvoirs dont il dispose pour s'attaquer aux problèmes du peuple et les résoudre". Parmi ces problèmes, on trouve :

"Droit des travailleurs de se mettre en grève et d'installer des piquets de grève.

Suppression de la loi Taft-Hardley. Institution d'un système d'assurance pour les personnes âgées de plus de 65 ans"... etc., etc.

Un gouvernement qui n'a pas encore songé à tout cela, c'est un "instrument du peuple" plutôt curieux.

La logique du CIO est également curieuse. Ça doit être un leader du CISA qui a inventé l'expression : "Aux U.S.A. tous les hommes sont égaux, mais certains le sont plus que les autres".

#### QUAND ON CRACHE IN L'AIR...

C'est en s'appuyant sur les accords de Latran que le gouvernement italien a interdit la présentation de la pièce "Le Vicaire".

Les accords de Latran qui donnent, en Italie, une position privilégiée à l'Eglise catholique, furent établis entre le Vatican et Mussolini, puis reconduits, après guerre, avec l'accord de tous les grands partis de gauche.

#### BUREAUCRATIE ? QU'EST-CE-QUE C'EST ?

Dans le Comité Central du PC de l'URSS, il y a 4 travailleurs manuels sur 175 membres.

Sur ces 4 manuels : une ouvrière du textile, un métallo, un chef de brigade dans un kolkhoze et un président de kolkhoze.

Michel Tatu, correspondant du Monde à Moscou (à qui nous laissons la responsabilité de considérer un président de kolkhoze comme un travailleur manuel) commente cette information ainsi :

"Cette proportion de travailleurs manuels est plutôt inférieure à celle de la moyenne des parlements bourgeois".

#### UN CURE PAS ORDINAIRE

Il fut, pendant 40 ans, curé d'un petit patelin près de Mézières. Il réfléchit... et se tut, car il vivait sous le règne de Louis XIV.

Et dans ce temps il était plus question de la roue que du concile. Quand il mourut, il laissa un testament... en plusieurs exemplaires car il se méfiait à juste titre. Son testament fut une profession de foi athéiste et communiste.

Il souhaitait "Que tous les grands de la terre et que tous les nobles fussent pendus et étranglés avec les boyaux des prêtres".

Commandez ce livre passionnant pour la bibliothèque d'usine.

"Le curé Meslier" par Maurice Dommanget.

(Editions Julliard. Dossier "Les Lettres Nouvelles")

#### FAIT DIVERS LE 24 FEVRIER

"Région isolée par la neige. Epidémie. 121 enfants morts. L'armée de l'air parachute des vivres d'urgence et des médicaments. L'épidémicroît car dans cette région de 71 villages il n'y a pas un seul médecin.

Ceci se passe en Turquie, à proximité de la frontière soviétique. Si ça se trouve, il y a une belle pancarte à l'entrée du premier village turc :

"Ici commence le monde libre".



# à propos de la "PRESSE FÉMININE"

Nous qui travaillons comme employées (usines, bureaux) ou comme domestiques (à la maison), nous cherchons désespérément le temps de lire ; le manque de loisirs nous interdit les livres sérieux ; aussi ne manque-t-il pas de gens bien pensants pour nous vendre une presse dite "féminine". On peut paraît-il y trouver quelques solutions à nos problèmes et des reflets de la réalité. En fait il nous faut faire la connaissance de personnages sortis de l'imagination bien pauvre de quelque romancière en délire, princesses, reines, actrices, etc... A cela s'ajoutent des "conseils" par lesquels, sous prétexte de nous aider, on nous confine dans le rôle de la "femme pratique", utilitaire, quand on ne nous ravale pas au rang de la femelle.

Dans cette presse, tout y est traité, depuis la carotte amaigrissante jusqu'à l'amour en passant par le tricot et la "femme qui travaille". Mais voyons d'abord notre rôle dans la société : d'après l'Echo de la mode (10/1/65, p. 34) "Il y a deux sortes de femmes : les premières emploient leur force à vivre gravement : ce sont les sages, les solides, les patientes, les bonnes épouses, les mères adorables. Les autres n'usent tout au long de leur vie que de frivolité, de futilité, de folie. Ce sont les pestes, les chipies, les coquines, les futées".

Il nous faut d'après la presse "féminine" être l'une ou l'autre : la femme de ménage ou la figurante, la femme de chambre ou la femme de salon. La bonne mère de famille, toujours levée de bon matin, sa maison qui brille comme un miroir, ses bambins propres et bien polis ; on ne dit pas le sentiment qu'a la femme à faire un travail inintéressant : laver, frotter, astiquer, torcher... laver, frotter, astiquer, torcher, 365 jours sur 365 ; et d'après cette bonne presse, la récompense se trouve dans le sourire de l'enfant. Mes amies, nous sommes favorisées si l'on tient compte de ce que nos compagnons n'ont pas droit, eux, au sourire de leurs patrons. Quant aux enfants, voulus ou non voulus, ils nous interdisent toute liberté et nous clouent dans le foyer-prison : tout au plus avons-nous le droit à une petite permission... pour faire les courses avec la tribu derrière nous. Et quand les enfants sont couchés, la journée finie, il n'est plus question d'écouter un disque ou lire un livre : la "bonne mère de famille" se lève tôt ; elle ira donc se coucher. Et il ne faut pas trop compter sur la presse féminine pour nous sortir de cet abêtissement qui nous guette : l'univers réduit à quatre murs ne permet pas de penser à grand chose. Ah, si ! on nous prie de penser à notre beauté, sans laquelle nous ne pourrions séduire le "mâle". Le but à atteindre est clair : attirer l'attention, subjuguier par un regard fascinant ou une jambe bien galbée. D'accord pour ne pas être un laidron, d'accord pour être bien vêtue ; mais si ce sont là nos seules qualités, alors, nous méritons sans doute l'épithète de "poupée" que l'on nous colle si volontiers.

Poupée ou pas, on nous encourage à travailler à mi-temps, à avoir un "métier", pour nous libérer, dit-on. "Avec le travail à temps partiel on reconnaît les droits des mères de famille" (Bonnes Soirées, 3/1/65, p. 12).

Et quels droits ! Ceux d'être sous payée, de faire tous les travaux sans intérêts (écritures ou manutention) d'être écrasée dans le métro, et finalement d'être encore la bonne mère de famille qui se lève tôt.

Et l'Echo de la Mode fait table rase de cette révolte : pour cela, ce journal nous donne en exemple non pas une employée des Chèques Postaux ou une vendeuse des Galeries ; non, mais plus intéressant : Madame le Premier Ministre du Canada qui "arrive assez bien à partager son temps entre sa famille et ses électeurs". Et quel est le traitement de Madame le Premier ministre ? Quel est le nom de sa femme de chambre ?

Foyer-prison où l'on consomme ses belles années ou bien moitié foyer-prison et moitié bureau-baigne ? Un choix est à faire nous dit-on. En fait, il n'y a qu'un critère : l'argent. On reste dans la prison de la famille si l'on a le quoi vivre ou bien si la garde des enfants coûte presque le montant du salaire escompté. On va au bureau-baigne si les besoins sont tels qu'il est impossible de faire autrement que d'accepter de longues journées contre finalement un gain ridicule. Bavardez sur ce que doit être une femme écrivassière de l'Echo de la Mode ; discutez camarade Vermerch sur le malheur des femmes. Quant à nous il n'y a pas d'autre issue que la bataille avec nos compagnons d'infortune pour une société humaine ; et pour cela il n'y a pas besoin de cette puante presse féminine.

F. Pesquet

#### UN LIVRE A LIRE : LA FEMME ET LE SOCIALISME - AUGUST BEBEL

Il a été édité en Allemagne de l'Est. intéressant à consulter après les atermoiements des dirigeants du PCF sur le sort des "mamans".

Dans ce classique du marxisme, se trouve toute une histoire : l'amour libre, le matriarcat, le patriarcat, la naissance de la prostitution coïncidant avec la naissance de la propriété privée, la place faite à la femme dans l'histoire, et finalement les revendications féminines. Bebel fait remarquer que ces revendications font partie de l'ensemble de celles formulées par le prolétariat ; de ce fait les questions féminines ne recevront de réponse que dans la lutte générale du prolétariat pour le pouvoir et l'édification du socialisme.

On trouve cet ouvrage chez Maspéro (Paris) au prix de 8 F. Nous essaierons de le faire parvenir aux camarades de province qui nous le commanderaient.

#### DE L'EGALITE DES SEXES

Les salaires moyens des ouvriers du textile en 1962 étaient de 57800 AF par mois ; celui des ouvrières 38000 AF.  
Différence entre hommes et femmes : 33 %.

Dans la branche des documentalistes, la moyenne des salaires hommes de la région parisienne est entre 1800 NF et 1899 NF. Pour les femmes cette moyenne est entre 1100 NF et 1200 NF.  
Différence entre hommes et femmes : environ 38 %.

En province la moyenne des salaires hommes documentalistes est entre 1300 et 1400 NF et pour les femmes entre 1000 et 1100 NF.  
Différence entre hommes et femmes : 30 %. (voir la revue "Documentaliste").

#### A T R A V A I L E G A L - S A L A I R E E G A L

Camarade, envoie des renseignements sur les salaires pratiqués dans ta ville ou ta région...

## AGRICULTURE ET POLITIQUE

Pour bien comprendre le mouvement politique qui se déroule dans le milieu agricole, il faut étudier la société paysanne dans son ensemble et voir quelles sont les différentes couches qui la composent. Ces couches de travailleurs sont multiples et parfois opposées les unes aux autres ; elles sont opposées plutôt par la façon de travailler et de produire que par le but à atteindre, qui semble être le même pour tous les exploitants : procurer les aliments de la population.

Sur le plan général on peut les diviser en deux groupes principaux : d'un côté, les paysans qui, dans toutes leurs organisations, n'ont qu'un rôle de figurants et, politiquement, sont très sensibles à l'influence du deuxième groupe ; les "hommes de la terre".

Parmi les paysans nous retrouvons les petits exploitants, petits propriétaires, fermiers, métayers, salariés ; tous ceux qui subissent la contrainte du travail de la terre, et qui ne disposent pratiquement pas de temps pour parfaire une formation intellectuelle arrêtée très tôt, car ils doivent faire aussi un grand effort pour se mettre à jour avec les techniques de production les plus modernes. La formation politique est pratiquement inexistante ; c'est toujours à la personnalité du coin, susceptible de démêler une affaire qui les dépasse ou de recommander un fils qui doit travailler en ville ou devenir fonctionnaire, qu'ils se réfèrent pour prendre position. Quant à la formation syndicale, ce qui fait croire qu'il y en a une, c'est que le paysan semble le plus souvent considérer son syndicat comme il considère une assurance contre les accidents ou la grêle ; d'ailleurs, les dirigeants leur donnent cette impression : il n'y a qu'à voir comment ils sollicitent du pouvoir capitaliste des indemnités contre les calamités. Si le montant de celles-ci est insignifiant ils font retomber la faute sur les agriculteurs, en leur disant qu'ils n'ont pas participé en assez grand nombre à la dernière manifestation.

En face des paysans travailleurs, il y a une minorité de gens venant d'horizons idéologiques différents et opposés qui, avec les quelques notables traditionnels, forment une catégorie que l'on peut qualifier d'hommes de la terre. Ce sont eux qui participent à toute vie active des organismes, où se retrouvent ces derniers comme directeurs, présidents, administrateurs avec fonction spéciale, il y a les mutuelles, puis les coopératives et les S.I.C.A. dont la concentration pour transformer et commercialiser la plus grande partie des produits du sol les fait comparer à des trusts capitalistes. La gestion de ces affaires commerciales étant très complexe, il faut des administrateurs qualifiés et ce n'est pas chez les simples paysans qu'on va les chercher. D'ailleurs, ils n'ont pas le temps, et s'ils y participent ce ne sera bien souvent que pour y jouer un rôle de figurant afin de légaliser l'entreprise.

Il y a aussi le crédit agricole, organisme très important qui est la clé même de l'économie rurale : à la fin de 1963, les sommes qui lui étaient dues à titre de prêts à long, moyen et court termes se montaient à 20 milliards de nos francs actuels, soit la valeur de la production agricole d'une année, pendant qu'au même moment, certaines firmes capitalistes travaillant pour l'agriculture déclaraient un chiffre d'affaires en augmentation de 1/3 par rapport à l'année précédente.

Il ne faut pas non plus passer sous silence les organisations légales de défense professionnelle : les syndicats, les chambres d'agriculture, le CNJA, qui se disent toutes à vocation générale et prétendent défendre tous les agriculteurs, de quelque condition qu'ils soient, en même temps. Leurs dirigeants sont toujours souverains dans la décision d'une revendication et ils ne prennent même plus soin de consulter la masse car, dans la plupart des cas, cette dernière risque de ne pas être l'accord. Beaucoup de grèves et de manifestations n'ont pas toujours servi les paysans, tout au contraire, les effets n'ont été favorables qu'aux tenants du capitalisme commercial et les petits producteurs se sont trouvés les dupes, avec les consommateurs.

Mais il faut surtout constater que ces "hommes de la terre" trouvent dans ces organisations un tremplin qui leur permet d'accéder à des emplois rémunérés dans les organismes commerciaux. Pour mesurer la confiance que peut avoir un paysan dans tout cela, il n'y a qu'à se référer au "J.O." du 13 mai 1964. Là, on apprend que toutes ces organisations agricoles ont reçu comme subventions de fonctionnement du ministère de l'agriculture plus de 250 millions en 1963.

On comprend facilement le jeu que peuvent mener ces "hommes de la terre" dans l'agriculture actuellement, d'autant plus que, du fait des concentrations toujours plus grandes auxquelles conduit le régime actuel, la majorité de la production agricole et les matières qui lui sont nécessaires passent par ces organismes. Autrement dit, c'est au travers de ces organismes que le paysan va retirer son salaire. Ces "hommes de la terre" le savent et, pour rester dans leurs positions, certains sont capables de tout, du meilleur comme du pire : ils feignent de regretter le manque de responsables compétents pour gérer l'agriculture, alors que, hier ils conseillaient à nos pères de ne pas nous envoyer à l'école après le certificat d'études primaires car, disaient-ils : "pour faire un paysan, on en sait toujours assez". Que vont-ils nous réserver pour l'avenir ?

De toute façon, je pense que dans tous les milieux de travailleurs, il faut être plus vigilant que jamais. Si, dans les temps très reculés, on reconnaissait un esclave parce qu'il avait des chaînes aux pieds et aux mains, il est fort probable que, demain, si nous n'y prenons garde, tout en paraissant des hommes et des femmes libres et sous le couvert d'un confort relatif, nous ne soyons les véritables esclaves dignes de méthodes du capitalisme du 20<sup>ème</sup> siècle.

Roger Soulan  
Syndicaliste paysan  
Cercle Germinal  
Toulouse

# LES GRÈVES DE LA TÉLÉVISION

On n'en parle pas beaucoup. Cela ne se voit guère sur les écrans des récepteurs. Depuis deux mois cependant certaines catégories de la production télévisée sont entrées en action. Seule la grève des réalisateurs trouve une place dans la rubrique culturelle des quotidiens. Et pourtant les luttes en cours ne sont qu'une partie de la guerre perdue que mènent les travailleurs du secteur public contre la dégradation de leurs conditions de vie et la dictature autoritaire qui s'imposera chaque jour avec plus d'évidence à tous les salariés de l'Etat.

## L'Empire autoritaire

Pour comprendre pourquoi les travailleurs de l'ORTF en sont là, il faut revenir un an en arrière.

Depuis 1960, la RTF avait un statut relativement libéral, malgré l'apparente rigueur de sa soumission aux ministres de l'information et des finances : garanties de salaires, de lieu de travail, commissions paritaires professionnelles d'avancement et, pour les réalisateurs et leurs assistants et scripts, commissions de recrutement et d'homologation (les metteurs en scène étaient choisis par leurs soins).

Printemps 64. Le personnel part en grève contre le "projet Peyrefitte" d'un nouveau statut, aux contours encore imprécis, mais qui apparaît déjà plein de dangers. La FSU, syndicat d'entreprise non confédéré, majoritaire, implanté surtout chez les électroniciens, fait défection en pleine bataille et négocie avec la direction. Sanctions, lutte contre les sanctions, échec, obligation de passer à l'antenne un "programme minimum". Le droit de grève est limité, le mouvement est cassé pour un an.

Le nouveau statut est discuté en juillet à la Chambre. Les syndicats envoient pétitions et délégations au Palais Bourbon. L'ORTF naît. "Autonome" désormais, l'entreprise est dotée d'un conseil d'administration (à ma botte), de comités des programmes (désignés et sans pouvoir). Sous le masque libéral une nouvelle réalité s'installe : la toute puissance de la direction est indiscutable. De Gaulle, par personnes interposées. Le statut consacre l'abolition du monopole de production (40% des émissions devant être fournies par les maisons privées) et la mainmise des firmes publicitaires sur l'entreprise.

L'implantation de centres régionaux du journal télévisé prépare en outre les élections municipales et présidentielles.

Quant au statut du personnel, il est à l'origine même des grèves actuelles. Il comporte en résumé :

- La suppression de toutes les commissions professionnelles paritaires.
- Une nouvelle grille de salaire déclassant systématiquement l'ensemble des catégories et instaurant le salaire "personnalisé", à la fantaisie du chef de service.
- De nouvelles définitions d'emploi installant la polyvalence et la fluctuation des "agents", simples pions corvéables et déplaçables à merci.
- L'aggravation des conditions de travail (pas de recrutement, réduction des équipes, rythmes et horaires absurdes).
- La bureaucratisation de plus en plus étouffante des rapports de travail.

A cela s'ajoute l'introduction de méthodes d'intimidation qui portent la marque de Mr. Astoux et ont fait leurs preuves chez Simca (licenciements disciplinaires, brimades anti-syndicales, pressions et chantages de tous ordres).

## Un climat difficile

Le carcan irréversible du nouveau statut "voté par la nation", le découragement né de l'échec de l'an dernier, la peur dans une période de "récession" artificielle, les séquelles d'égoïsme catégoriel des luttes passées, font que le niveau revendicatif en novembre était au plus bas.

De plus, le 11 décembre qui voyait se reformer autour de la CGF le bloc des confédérés (CFDT, autonomes) confirmait que la FSU restait rebelle à l'action unitaire dont elle dénonçait par tract le 9 décembre, non sans raison, l'absence de perspectives.

Vient la "3ème phase" des luttes "coordonnées et d'ampleur croissante", les grèves des 27 et 28 janvier ; l'ORTF reste hors du mouvement. La base -surtout la base ouvrière- refuse de rejoindre cette "grève pourrie".

C'est la fin des mouvements d'ensemble, la veille des municipales. Mais depuis quelques mois la guerre couve dans le syndicat CGT, qui groupe des personnels fonctionnaires et statutaires (ouvriers, techniciens, collaborateurs artistiques) et des "pigistes" au cachet (metteurs en scène, directeur de la photographie). L'échelle des salaires de ses syndiqués va de 60.000 AF à 1 million d'AF par mois minimum. Il est de plus divisé en branches, groupant elles-mêmes une série de sections corporatistes antagonistes, cette division en branche recoupant des divisions de fond quant à la stratégie syndicale (les branches ouvrières, technique et radio, ainsi que la province dérivant une conception unitaire du syndicat, la nécessité d'une liaison avec les luttes du secteur public, la mise sur pied d'une plateforme globale et des mots d'ordre plus durs ; la branche artistique, télévision -aristocratie salariale- défendant actuellement des mots d'ordre corporatistes, les grèves tournantes, et tenant à renforcer sa structure autonome). Ces divergences syndicales sont en fait des divergences politiques, les branches unitaires étant menées surtout par des PSU (radio), des communistes de gauche (technique), des trotskistes, des révolutionnaires sans parti (ouvrière), la branche artistique télévision étant dirigée par des communistes bon teint.

Un fonctionnement bureaucratique, l'absence de participation démocratique réelle de la base aux débats et aux décisions, l'incompétence organisationnelle et syndicale caractérisent cette dernière branche plus que les autres. En fait une tendance unitaire y existe dans les sections, à la base.

## Grèves tournantes ou action d'ensemble

Partout les salaires sont à la base de la plateforme (sauf chez les réalisateurs) ainsi que les conditions de travail.

Tout d'abord dans le mois écoulé quelques sections (montage, mixage) ont lancé des actions sans grand résultat.

Puis les réalisateurs de télévision, dont la direction vient de dénoncer le protocole, partent en grève illimitée. Ils perdent dans la bataille leur aile droite qui rejoint la FSU devenant pour la direction un interlocuteur valable. Les assistants font sept jours de grève, les monteurs quatre à la suite ; le bilan sera maigre sans doute, puisque la direction a accepté après reprise du travail de recevoir les délégués mais sans céder un pouce de son autorité en matière de choix des réalisateurs, suppression des commissions, choix des interlocuteurs. Ces catégories de personnel croient maintenant trouver la solution à leurs problèmes en sortant du statut et en discutant de protocoles particuliers. Mais le problème de l'action d'ensemble et du sort des autres catégories n'est pas réglé.

Des critiques montent de la base ouvrière, des motions pour soutenir le principal responsable ouvrier. La solution de ce problème, peut-être par un congrès extraordinaire, est un préalable à toute action efficace, vu l'absence d'une authentique direction syndicale et d'une participation démocratique de la base. En attendant, le ton est explosif. J-Ph Monnier

## LUTTES REVENDICATIVES ET LUTTE POLITIQUE

Le 11 décembre fut, par l'unité réalisée dans le secteur public, une puissante démonstration de la force des salariés. Mais, limitée à 24 h, la grève n'était bien qu'une démonstration. Chaque organisation proclama que l'avertissement ne serait sans lendemain, que le 11 décembre n'était qu'un premier chaînon dans une suite d'actions de plus en plus amples.

Les multiples et longues discussions entre fédérations du secteur public n'aboutirent qu'à un mot d'ordre en retrait par rapport au 11 décembre. Les salariés étaient appelés à renouveler une grève de 24 h mais l'étalement sur deux jours et la décision des syndicats de l'EDF d'accepter de ne pas couper le courant pour tous lui enlevèrent la puissance qu'elle avait eue le 11 décembre. Les salariés, conscients que leur geste n'allait pas avoir grande efficacité, participèrent plus par discipline syndicale que par espoir de succès. Et le nombre de non grévistes passa de 10 à 20 % dans l'enseignement et atteignit 70 % dans les Postes.

Les bulletins de victoire du 29 janvier sonnaient faux. Et certains dirigeants avouèrent à demi mot le recul par rapport au 11 décembre: ainsi Desvalois dans l'École Libératrice: La participation de nombreux instituteurs à la grève "est due plus à une discipline syndicale demeurée vivante et sûre qu'à un élan profond."

"Est-il sûr que les décisions des organisations syndicales de même que les conditions dans lesquelles elles ont été prises, aient entièrement répondu à l'attitude, à l'attente raisonnée des travailleurs? On peut en douter."

Mais Desvalois dans le même éditorial ne recherche pas les moyens de relancer une nouvelle offensive syndicale, il esquisse l'orientation qui sera celle de toutes les organisations syndicales du secteur public après le 27 janvier: donnons-nous l'air d'agir en discutant avec les officiels du régime." La CGT et FO viennent de redire qu'elles entendent négocier. Le SNI est entièrement d'accord. Il ne recourra pas à la grève pour la grève... Sa détermination dans la lutte n'a d'égale que sa volonté de voir couvrir de véritables négociations."

Et le mois de février fut occupé par de multiples entrevues syndicats-pouvoirs publics. Les 4% octroyés par le gouvernement ne semblent pas répondre à "l'attente raisonnée" des travailleurs. Il est vrai qu'il aurait fallu un coup plus dur que le 28 janvier pour faire céder le gouvernement. Il aurait fallu que se retrouvent dans une lutte d'ensemble secteur public et secteur privé. Mais les centrales syndicales prirent la responsabilité de limiter le mouvement du 28 janvier.

Est-ce trahison? Une réponse affirmative à cette question ne serait que réaction passionnelle du militant déçu. Elle supposerait la volonté des directions syndicales de faire échouer le mouvement, de servir les intérêts du gouvernement gaulliste. Or il y a une marge entre mal diriger un mouvement revendicatif et trahir. D'ailleurs, le mot "traîtres" employé en visant les directions confédérales, hérissé le militant responsable au niveau des sections parce qu'il prend pour lui cette condamnation; et on bloque ainsi les possibilités d'évaluation des militants de base.

Est-ce erreur provenant d'une indigence mentale des dirigeants syndicaux? Sans doute certains de leurs calculs se sont avérés faux. Mais les directions fédérales ne sont pas composées de débilés mentaux. Des erreurs de tactique peuvent être commises; elles seraient rectifiées si le permettait le cadre stratégique dans lequel doivent manoeuvrer les directions syndicales; or, celles-ci ne veulent pas d'une épreuve de force avec le gouvernement gaulliste, car la stratégie des organisations politiques dont elles dépendent ne donne pas la perspective à court terme d'une alternative socialiste au pouvoir du Général.

Sans une telle perspective, l'épreuve de force peut mener au mieux à une victoire sans lendemain, le pouvoir grignotant peu à peu les avantages conquis ( cf. la grève des mineurs )

Aussi les directions syndicales pensent plus sage de ne pas courir le risque et attendent en occupant les salariés par une succession de négociations et de mouvements limités.

La période qui vient va être marquée par les luttes catégorielles ou d'industrie. Nous aurons à les soutenir dès que leurs objectifs seront des revendications pouvant être reprises par tous:

- salaire mensuel garanti-

-40 heures, sans diminution de salaire-

Augmentation immédiate de 200 f. pour tous... etc.

Mais à travers ces luttes il faut faire prendre conscience aux travailleurs des conditions politiques d'une issue victorieuse.

M. PENNETIER